
Communiqué fédéral

Saint-Denis, le 4 avril 08

10 avril pour tous les personnels de l'éducation nationale, les lycéens, les parents d'élèves : touteS en grève ! Dans les écoles, les collèges, les lycées et à l'université !

Depuis plusieurs semaines des établissements d'Île de France et d'autres régions de France se mobilisent contre les suppressions de postes d'enseignants et de vie scolaire, la multiplication des heures supplémentaires imposées ou non, la suppression des BEP et la généralisation des bacs pro en 3 ans, la disparition de nombreuses options...

De nombreux établissements sont bloqués ou en grève. Les manifestations du 27 mars et du 3 avril ont été importantes et attestent de la montée de la mobilisation avec des lycéens chaque fois plus nombreux dans la rue. Les AG des établissements en lutte et en particulier celle de la Région parisienne, travaillent à l'amplification du mouvement.

SUD Education s'inscrit dans cette dynamique en relayant l'appel de l'AG Ile-de-France et de l'intersyndicale qui a fixé la journée de grève académique au 10 avril.

Mais ce n'est pas suffisant ! Sud-éducation a décidé d'en faire un appel national et intercatégoriel. Le 10 avril doit permettre aux personnels du premier et du second degré, aux universités et aux lycéens de faire converger leurs revendications.

Si des préavis de grève sont déposés chaque semaine pour permettre aux collègues d'agir dans leurs établissements, leurs académies, il faut passer à la vitesse supérieure contre la casse de l'éducation nationale !

D'ici là les lycéens seront dans l'action mardi 8 avril. Sud Education appelle les personnels de l'Education et les parents d'élèves à manifester massivement avec les lycéens pour faire converger nos revendications ! Il est de notre responsabilité d'adultes d'être aux côtés des jeunes qui luttent avec nous.

De la maternelle à l'université toutes les catégories de personnels sont concernées : suppressions de postes, décentralisation/privatisation de secteurs entiers..., précarisation accrue de tous les personnels de l'éducation. La pression hiérarchique s'accroît, le flicage avec base-élèves se généralise. Dans le premier degré, les mesures annoncées vont dégrader les conditions de travail des enseignants et des élèves : nouveaux programmes, flexibilisation avec les deux heures de « soutien », stages de « remédiation », super-directeurs...

Cette politique de restriction budgétaire constitue une régression sociale pour les personnels et une dégradation supplémentaire du service public d'éducation. Elle s'inscrit dans une attaque plus large contre le monde du travail (baisse du pouvoir d'achat, casse des retraites, de la couverture maladie, du droit du travail...).

L'unité dans les luttes et leur convergence sont plus que jamais une nécessité.